

# Pas de suspense sur le résultat des élections législatives en Russie

de Corinne Deloy

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

Le 4 décembre prochain, 110 millions de Russes renouvelleront les 450 membres de la Douma, chambre basse du Parlement. Le vote par anticipation a débuté le 18 novembre. Pour ce scrutin, 376 bureaux de vote seront ouverts dans 146 pays, le vote anticipé sera possible dans 60 d'entre eux. Lors de l'élection présidentielle du 2 mars 2008, 20,3% des Russes résidant à l'étranger avaient rempli leur devoir citoyen. Le 4 décembre prochain, des bureaux de vote seront ouverts dans 65 gares (au sein de 43 régions) et 27 aéroports (dans 24 régions). Lors du dernier scrutin législatif du 2 décembre 2007, 15 500 personnes avaient voté dans l'un de ces bureaux de vote. La campagne électorale a débuté le 5 novembre et se terminera le 2 décembre au soir. Le 3 décembre, veille du scrutin, est appelé le « *jour du silence* ».

Le 24 novembre dernier, le Conseil de la Fédération, chambre haute du Parlement, a décidé par 142 voix que la prochaine élection présidentielle aurait lieu en Russie le 4 mars 2012. Le Premier ministre Vladimir Poutine est candidat à ce scrutin depuis le 24 septembre dernier, date à laquelle le président de la République, Dmitri Medvedev, a proposé son nom pour diriger l'Etat alors que le chef du gouvernement émettait le souhait de voir Dmitri Medvedev diriger la liste de Russie unie (ER) aux élections législatives. Vladimir Poutine a promis de confier le poste de Premier ministre à Dmitri Medvedev lorsque lui-même aura été (ré)élu à la présidence de la République. Le scrutin législatif apparaît donc plus que jamais comme une répétition générale de celui du 4 mars prochain.

Le parti au pouvoir, Russie unie, présente 597 candidats (dont 117 femmes) parmi lesquels 172 sont des députés sortants. Environ la moitié des élus vont donc être renouvelés. 415 candidats sont membres du parti. Chaque liste régionale de Russie unie comprend au moins parmi les trois premiers un membre du Front populaire panrusse (ONF), organisation créée par Vladimir Poutine qui regroupe les « forces vives » de la société russe. 8 gouverneurs régionaux, soit beaucoup moins qu'habituellement, conduisent la liste de Russie unie dans leur région : Igor Shouvalov (Primorye), l'ancien Premier ministre (2007-2008) Viktor Zoubkov (Volvograd), Igor Sechin (Stavropol), Viacheslav Volodin (Saratov), Alexander Zhukov (Kaliningrad), le vice-premier ministre en charge du Développement régional, Dmitri Kozak (Saint Pétersbourg), le ministre des Ressources naturelles et de l'Ecologie, Youri Troutnev (Perm), et le ministre des Situations d'urgence, Sergueï Shoigu (Krasnoïarsk).

Le parti du Premier ministre sortant Vladimir Poutine (ER) est en recul dans les enquêtes d'opinion. Il recueille 51% des intentions de vote selon l'institut Levada, soit -11 points par rapport à novembre 2010. Certain de s'imposer le 4 décembre, le parti est toutefois conscient qu'il ne renouvellera pas son résultat de 2007 (64,30% des suffrages et 315 députés) et qu'il perdra sa majorité des 2/3 à la Douma.

Selon un sondage de l'institut Levada, 61% des Russes se déclarent satisfaits du Premier ministre sortant Vladimir Poutine, soit -20 points par rapport à l'an dernier, le résultat le plus faible depuis août 2000, période du naufrage du sous-marin Kursk. Le président Dmitri Medvedev recueille 57% de taux de satisfaction. « *Russie unie aura besoin d'une sérieuse réorganisation. Le parti a besoin d'un nouveau leadership pour mettre en œuvre les réformes et moderniser l'économie du pays* » a déclaré Vladimir Poutine. « *Quand je suis*

arrivé au pouvoir en 2000, la Russie faisait face à une guerre civile dans le Caucase, l'économie était au bord du gouffre. Nous avons rétabli la Constitution et les standards sociaux en dix ans ; les revenus des citoyens ont fortement augmenté et le taux de pauvreté a baissé. Cette tendance se poursuivra malgré les difficultés » a-t-il déclaré.

Le programme de Russie unie est structuré autour de 8 principes dont la modernisation de l'économie par l'augmentation de la productivité, l'amélioration du climat des affaires, le renforcement de la lutte contre la corruption, l'augmentation des salaires et des pensions de retraites et l'amélioration des relations interethniques.

Le parti promet de faire de la Russie la 5e économie du monde en créant 25 millions d'emplois dans l'industrie et le secteur public. Elle affirme qu'à la fin de l'année 2014, les salaires auront été multipliés par 1,5, qu'au moins 1 000 écoles auront été construites et que les parents n'auront plus à attendre pour inscrire leur enfant à la crèche.

De son côté, le Front populaire panrusse a fait de la modernisation de l'économie, de la baisse de l'inflation, du développement régional, de l'amélioration des conditions de vie de la population, du combat contre la corruption, de l'amélioration du système politique et de la modification du code pénal ses priorités. Il a demandé aux députés de rédiger chaque année un rapport de leurs actions. De nombreux observateurs politiques s'interrogent sur son rôle à l'issue du scrutin.

Premier parti d'opposition, le Parti communiste (KPRF) de Guennadi Ziouganov s'appuie sur la crise économique internationale pour critiquer le capitalisme. Il propose d'augmenter les dépenses de l'éducation à hauteur de 10% du PIB, de nationaliser plusieurs entreprises et d'instaurer la gratuité pour les frais de santé. « Nous vous rendrons ce qui vous a été volé » affirme le leader communiste qui aime à montrer qu'il a évolué et que son parti s'est adapté au monde du XXIe siècle en prenant régulièrement la Chine pour exemple.

Russie juste (SR), dirigée par Nikolai Levichev, se présente comme le parti de l'égalité sociale et se veut « la voie vers la liberté individuelle par l'action collective ». Le 15 novembre dernier, son ancien leader, écarté de son poste de président du Conseil de la fédération, Sergueï Mironov, a proposé à Vladimir Jirinovski (Parti démocrate-libéral, LDPR) lors d'un débat télévisé de former

avec le Parti communiste une coalition tripartite à la Douma. Le leader ultranationaliste et populiste du Parti démocrate-libéral lui a opposé une fin de non-recevoir affirmant que son parti allait remporter le scrutin du 4 décembre. Il a déclaré que, pour ce faire, il exigerait que Russie juste s'engage à plaider la cause des « Russes de souche » et se retire de l'Internationale socialiste. Pour le pouvoir en place, Vladimir Jirinovski, par sa capacité à capter un vote protestataire, est l'un des meilleurs opposants.

Iabloko, parti libéral dirigé par Alexeï Mitrokhin (qui sera 2e sur la liste du parti derrière son fondateur Grigori Iavlinski) se veut l'héritier du Parti constitutionnel démocratique créé en 1905. Il propose un programme, intitulé La Russie a besoin de changements, fondé sur 3 points principaux : la création d'un Etat moderne et efficace, la mise en place d'une économie efficace – c'est-à-dire diversifiée et réellement concurrente et où la propriété privée serait inviolable – et le développement du potentiel humain. Avec le slogan La Russie a besoin de changement, le parti promet de lutter contre la fusion du monde des affaires et du pouvoir politique à Moscou. « En Russie, c'est l'oligarchie ; en Europe, cela s'appelle la mafia » répète Grigori Iavlinski. Il souhaite jeter un nouveau regard sur l'histoire du pays, un acte « indispensable pour aller de l'avant », mettre en avant « l'illégalité du changement de pouvoir en 1917 » et souhaite que les « les répressions staliniennes et bolchévistes » soient reconnues. Le parti, qui a perdu sa représentation à la Douma lors des dernières élections législatives du 2 décembre 2007, se montre confiant. « Si la participation est supérieure à 60%, Iabloko recueillera autour de 10% des suffrages » a déclaré Grigori Iavlinski qui estime en effet qu'une forte participation rend les falsifications plus difficiles.

Selon la dernière enquête réalisée par l'institut FOM et publiée les 19 et 20 novembre derniers, Russie unie devrait arriver largement en tête avec 39% des suffrages. Le Parti communiste de Guennadi Ziouganov obtiendrait 12%, le Parti démocrate-libéral de Vladimir Jirinovski 10%, Russie juste d'Alexeï Mitrokhin 9%. Iabloko, Patriotes de Russie, parti nationaliste de gauche de Guennadi Semigin, et Juste cause (PD), parti dirigé depuis le 20 septembre dernier par Andreï Dounaïev, obtiendrait chacun 1% des suffrages et ne seraient donc pas représentés à la Douma.

Selon l'institut Levada, une immense majorité de Russes se déclarent certains de la victoire de Russie unie le 4 décembre et l'apathie électorale que cette situation entraîne est bénéfique à Vladimir Poutine. Selon une enquête d'opinion, 18% des personnes qui disent ne pas souhaiter voter aux élections législatives mettent en avant la cer-

titude que le parti au pouvoir va de toute façon remporter le scrutin et 8% disent que le scrutin est truqué.

Enfin, les Nashi (Les Nôtres), mouvement de jeunesse se déclarant antifasciste et favorable au Premier ministre Vladimir Poutine, se réuniront en forum à Moscou du 4 au 6 décembre prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.